



# La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après deux ans

le 10 mars 2022



Éclairer grâce aux données, pour bâtir un Canada meilleur

N° 11-631-X au catalogue  
ISBN 978-0-660-42201-5



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada



## La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après deux ans

Statistique Canada a depuis longtemps le privilège de servir les Canadiens en leur fournissant des renseignements de haute qualité sur la société et l'économie. La pandémie a renforcé l'engagement de Statistique Canada à fournir des renseignements nouveaux et opportuns qui donnent un aperçu de l'incidence de la COVID-19 sur les ménages et les entreprises du Canada.

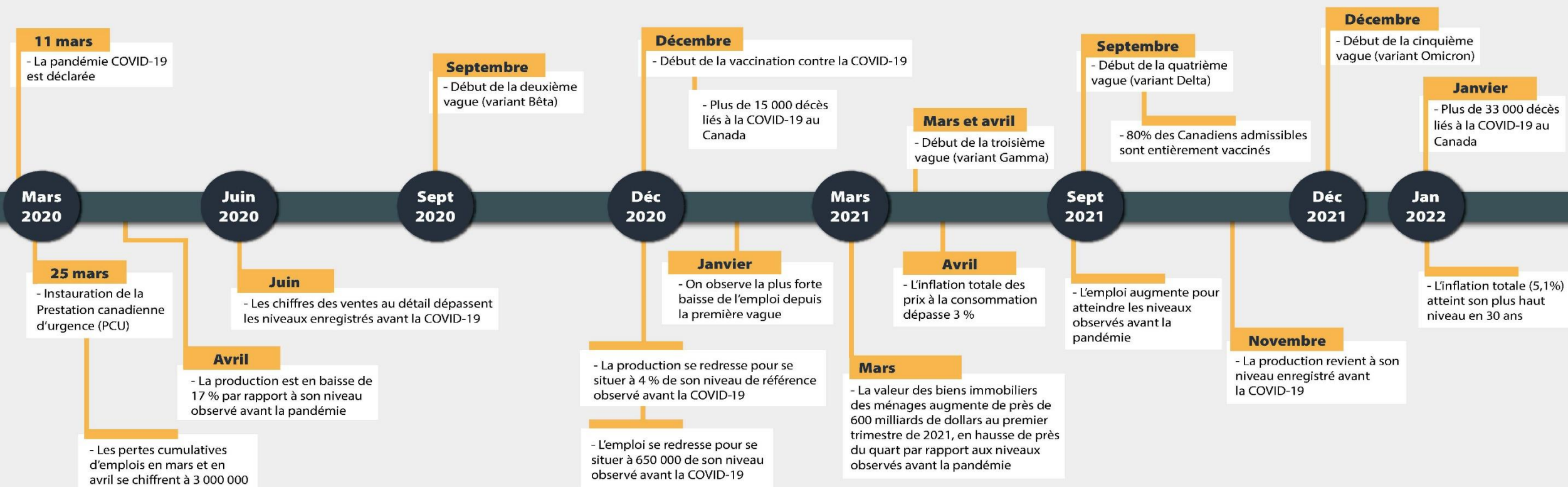
La COVID-19 continue d'avoir des répercussions sur les Canadiens; on compte environ 132 000 hospitalisations et plus de 35 000 décès à ce jour. Les Canadiens continuent de s'adapter — plus de 30 millions de personnes sont pleinement vaccinées. Malgré ces efforts, la propagation d'Omicron signifie que les Canadiens continuent de vivre avec la COVID-19, mais peut-être d'une manière différente, alors que les restrictions commencent à être levées dans l'ensemble du pays. Pour marquer la deuxième année de la pandémie, Statistique Canada examine les principales répercussions sociales et économiques sur la vie des Canadiens et sur les entreprises canadiennes, et met en évidence des changements structurels potentiels à plus long terme. Cet examen s'appuie sur les efforts déployés précédemment pour faire le suivi des répercussions tout au long de la pandémie, y compris les publications [La COVID-19 au Canada : le point de fin d'année sur les répercussions sociales et économiques](#), diffusée en décembre 2021; [La COVID-19 au Canada : le point sur les répercussions sociales et économiques après un an](#), diffusée pour marquer la première année de la pandémie; et [Les répercussions sociales et économiques de la COVID-19 : le point après six mois](#).

Statistique Canada s'est engagé à poursuivre le suivi des répercussions sociales et économiques continues de la pandémie et d'en faire rapport, grâce à l'élaboration et à l'analyse nouvelles et permanentes de données, afin de mettre en lumière les différentes répercussions sur les Canadiens.

*-Anil Arora, statisticien en chef du Canada*

# Répercussions sociales et économiques de la COVID-19

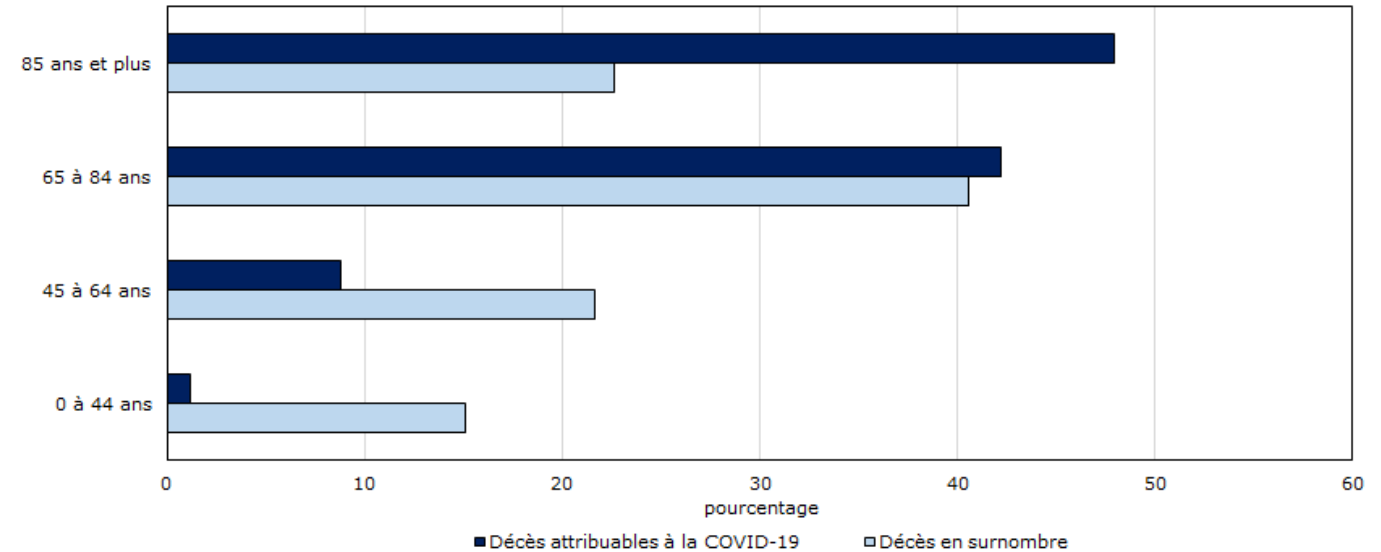
## – Ligne du Temps



## La pandémie a eu d'importantes répercussions indirectes sur la santé, qui affecteront la santé des Canadiens à l'avenir

- La santé mentale ne s'est pas rétablie pour revenir aux niveaux observés avant la pandémie. En juin 2021, 61 % des Canadiens ont déclaré avoir une très bonne ou une excellente santé mentale, comparativement à 67 % en 2019. La baisse est plus marquée chez les femmes (-7,5 points de pourcentage) que chez les hommes (-4,0 points de pourcentage).
- Au Canada, on estime qu'environ 26 248 décès en surnombre ont eu lieu de mars 2020 à la mi-octobre 2021, ce qui représente 5,8 % de décès de plus que ce à quoi on s'attendait en l'absence d'une pandémie.
- Au début de la pandémie, les décès en surnombre se sont produits surtout chez les personnes âgées atteintes de la COVID-19, mais par la suite, on a aussi observé une augmentation chez les jeunes Canadiens, et de nombreux décès ont été causés par des intoxications accidentelles et des surdoses.
- Les répercussions sur la santé se feront sentir longtemps. Les modèles de projection montrent qu'un retard de six mois dans le dépistage du cancer colorectal pourrait augmenter le nombre de cas de 2 800 et le nombre de décès de 1 300 entre les années 2020 et 2050 (*The Lancet*, avril 2021).

Pourcentage estimatif de décès en surnombre et de décès attribuables à la COVID-19, selon le groupe d'âge, Canada, 28 mars 2020 au 16 octobre 2021

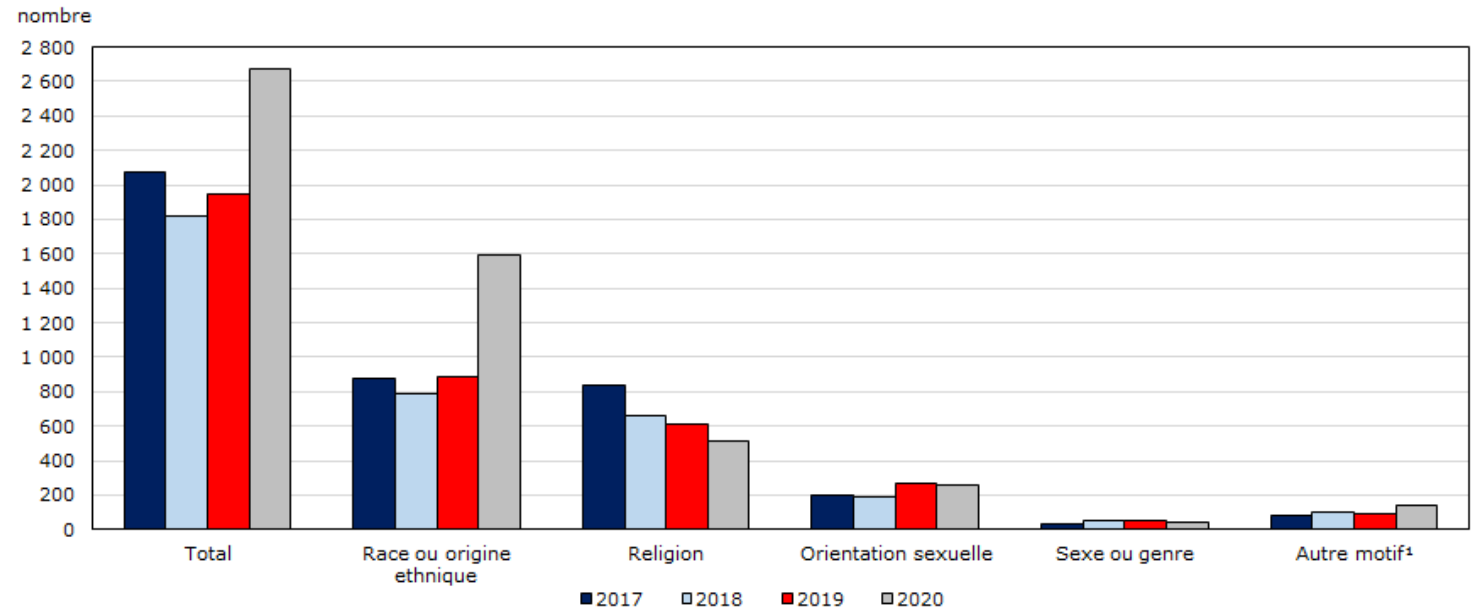


Source : Statistique Canada, totalisations spéciales.

## La pandémie a eu des répercussions sur la sécurité publique et la cohésion sociale

- Bien que dans l'ensemble, les niveaux de criminalité aient diminué pendant la pandémie, de 2020 à 2021, on a enregistré une augmentation de 7 % de certains délits (c.-à-d. voies de fait, agression sexuelle, menaces, vol qualifié, vol de véhicules à moteur et vol à l'étalage).
- Il y a eu une augmentation de 37 % des crimes haineux déclarés par la police (718 de plus en 2020 qu'en 2019). Il s'agit du nombre le plus élevé depuis que des données comparables sont disponibles, et il reflète des crimes visant les populations noires, asiatiques et autochtones.
- Les troubles sociaux sont liés à l'inégalité observée au chapitre des revenus. Aux mois de mars et avril 2020, 40 % des Canadiens étaient très ou extrêmement préoccupés par la possibilité de désordre public. Les préoccupations doubleraient chez ceux qui s'attendaient à ce que la pandémie ait une incidence sur leurs finances, par rapport à ceux qui n'anticipaient aucune incidence (61 % par rapport à 32 %).

Nombre de crimes haineux déclarés par la police, selon le type de motif, Canada, 2017 à 2020



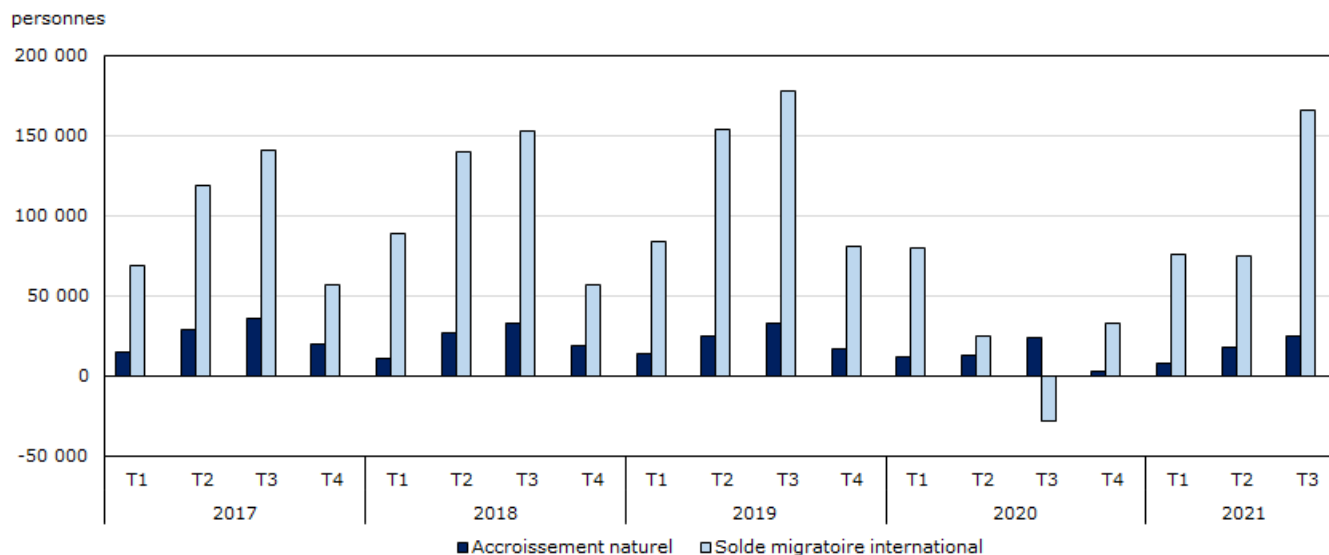
1. Comprend l'incapacité mentale ou physique, la langue, l'âge et d'autres facteurs semblables (p. ex. la profession ou les convictions politiques).  
**Notes :** Les chiffres sur les crimes haineux tirés du Programme de déclaration uniforme de la criminalité comprennent à la fois les affaires confirmées et les affaires soupçonnées d'être motivées par la haine. Les renseignements qui figurent dans le présent graphique correspondent aux données déclarées par les services de police desservant 99,7 % de la population du Canada. Le total comprend les affaires de crimes haineux dont le motif était inconnu.  
**Source :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire.

## La démographie canadienne a été touchée par la pandémie, mais son rétablissement est rapide

En 2020,

- la croissance démographique (+0,4 %) a diminué et s'est établie à des niveaux que l'on n'avait pas vus depuis la Première Guerre mondiale; le nombre de décès annuels a dépassé 300 000 pour la première fois (+8 %);
- l'espérance de vie a diminué de 0,6 an; il s'agit de la plus forte baisse annuelle depuis 1921;
- 1 adulte canadien sur 5 a indiqué que la pandémie l'a amené à retarder le moment d'avoir des enfants ou à choisir d'en avoir moins;
- le pourcentage de la croissance démographique attribuable à la migration internationale était de 68 %, en baisse par rapport à un sommet inégalé de 85 % en 2019;
- la perte nette la plus importante de résidents non permanents (-88 901) a été causée par la baisse du nombre de titulaires de permis de travail et de permis d'études;
- le nombre de Canadiens qui sont revenus vivre au pays a dépassé le nombre de ceux qui l'ont quitté — le niveau d'émigration nette a été négatif (-13 997) pour la première fois depuis que des données comparables sont disponibles.

Facteurs d'accroissement démographique, Canada, premier trimestre de 2017 au troisième trimestre de 2021



Source : Statistique Canada, tableaux 17-10-0059-01 et 17-10-0040-01.

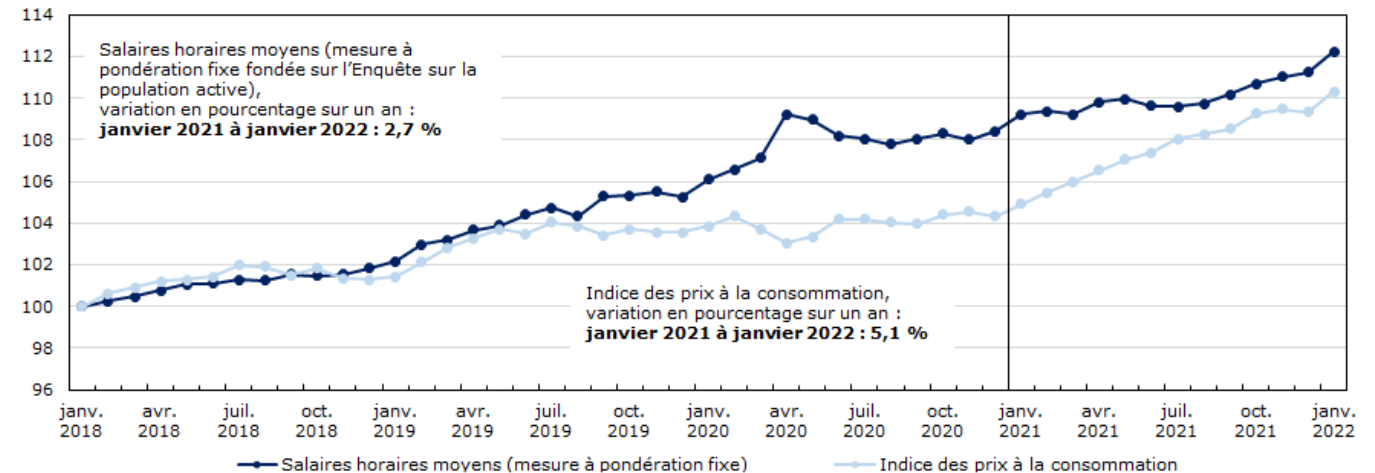
Bien que la pandémie ait affaibli la croissance démographique du pays en 2020, les données du Recensement de 2021 montrent que la population du Canada a augmenté presque deux fois plus vite que celle des autres pays du G7 de 2016 à 2021, en hausse de 1,8 million par rapport à 2016 (+5,2 %). La majeure partie de la croissance a été attribuable à l'immigration ayant eu lieu avant la pandémie. Depuis le milieu de 2021, l'immigration se redresse pour revenir aux niveaux observés avant la pandémie.

## La pression est plus forte sur le portefeuille alors que les perturbations de l'approvisionnement et la forte demande continuent d'alimenter l'inflation des prix à la consommation

- En janvier 2022, l'inflation globale des prix à la consommation (**+5,1 %**) a atteint son plus haut niveau en 30 ans.
- Les prix des aliments et du logement ont augmenté de façon constante au cours de 2021. En janvier, les hausses annuelles des prix des aliments (**+5,7 %**) et du logement (**+6,2 %**) ont dépassé l'augmentation du taux global. Les prix des articles d'épicerie ont enregistré leur croissance annuelle la plus rapide (**+6,5 %**) depuis mai 2009.
- Si l'on exclut l'essence, la croissance des prix à la consommation a atteint **4,3 %** en janvier, la plus forte augmentation annuelle depuis la création de cet indice en 1999.
- L'inflation des prix à la consommation a dépassé la croissance moyenne des salaires depuis le printemps de 2021.
- L'augmentation annuelle du salaire horaire moyen (ajusté en fonction des changements dans la composition de l'emploi pendant la pandémie) s'est établie à **2,7 %** en janvier. Le salaire horaire moyen non ajusté en fonction de ces changements a augmenté de **2,4 %**.

### Salaires horaires moyens et prix à la consommation

Indice (janvier 2018=100)

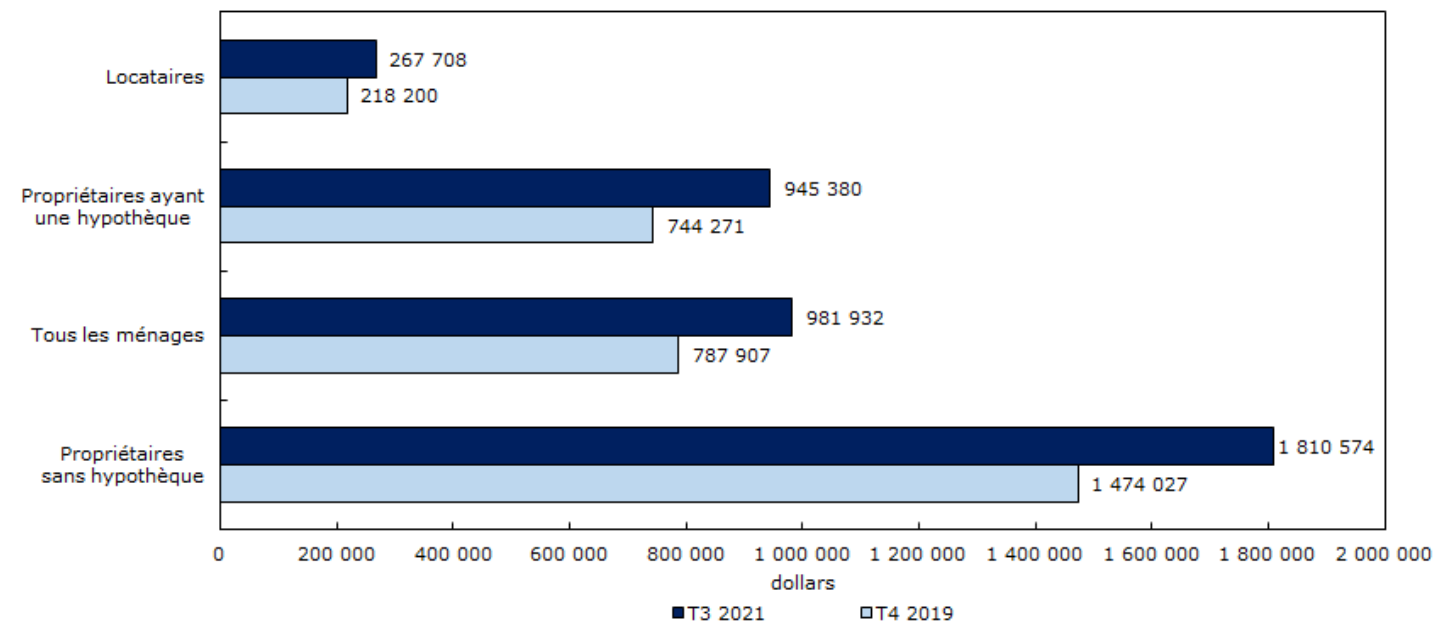


Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, totalisations spéciales, et tableau 18-10-0004-01.

## Les coûts pour les personnes de la classe moyenne augmentent alors que le prix des maisons continue d'augmenter partout au pays

- En 2021, les constructeurs de maisons de la majorité des régions métropolitaines de recensement ont déclaré des hausses d'au moins 10 % des prix des logements neufs. Les augmentations annuelles ont dépassé 20 % à Windsor, à Winnipeg, à Ottawa et à London, et elles ont été supérieures à 30 % à Kitchener–Cambridge–Waterloo.
- [L'Indice des prix des propriétés du Service interagences de l'Association canadienne de l'immeuble](#) a augmenté de 26,6 % d'une année à l'autre en décembre 2021. Le prix des maisons dans la région du Grand Toronto a augmenté de plus de 30 %.
- Une analyse de la [Banque du Canada](#) indique que la part des achats de maisons effectués par les acheteurs d'une première propriété a continué de diminuer pendant la pandémie, tandis que la part des acheteurs et investisseurs déjà propriétaires a augmenté.
- Selon [Économique RBC](#), l'abordabilité du logement au troisième trimestre de 2021 était à son plus bas niveau depuis 31 ans. [Études économiques CIBC](#) ont indiqué qu'environ 30 % des acheteurs d'une première maison ont reçu des cadeaux pour la mise de fonds.
- Les obstacles financiers à l'accession à la propriété peuvent avoir des répercussions durables sur la mobilité sociale et économique. Par ménage, les propriétaires ont vu leur richesse augmenter de plus de 260 000 \$ pendant la pandémie, tandis que les locataires ont enregistré une hausse de 50 000 \$.

Valeur nette par ménage, quatrième trimestre de 2019 et troisième trimestre de 2021



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0660-01.

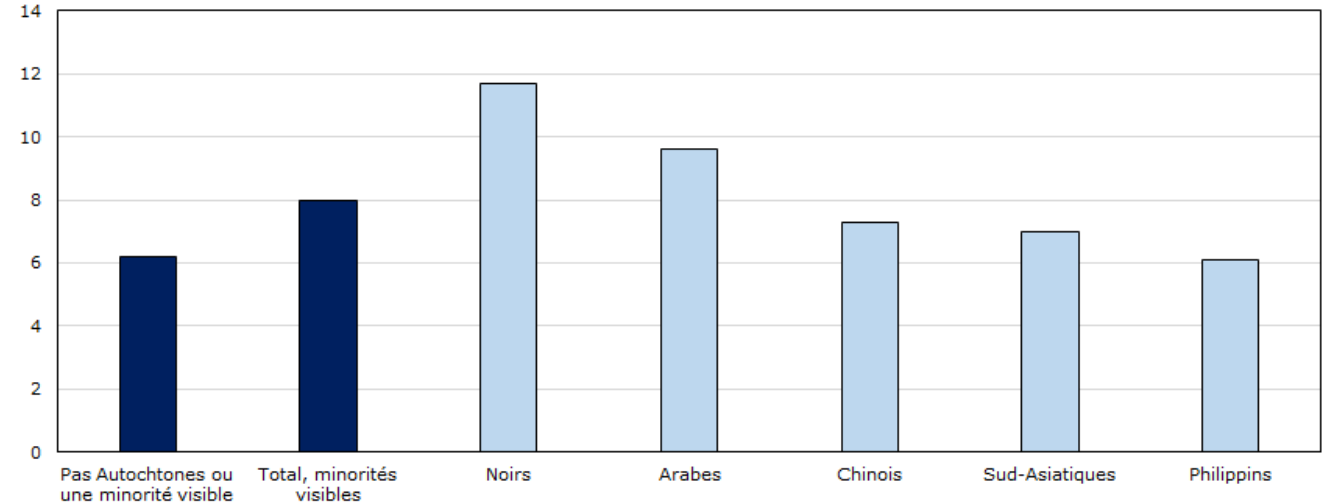


## Les conditions du marché du travail se sont améliorées pour les Canadiens issus de la diversité au deuxième semestre de 2021

- Les mesures de confinement prises au début de la pandémie ont eu des répercussions disproportionnées sur les Canadiens issus de la diversité, y compris les nouveaux arrivants et de nombreux Canadiens des communautés racisées, qui sont plus susceptibles de travailler dans des milieux ayant un niveau élevé d'interactions. La reprise de l'emploi s'est renforcée pour de nombreux groupes issus de la diversité au cours du deuxième semestre de 2021.
  - Les taux d'emploi de nombreux groupes désignés comme minorités visibles, y compris les Canadiens noirs, les Canadiens asiatiques du Sud-Est et les Canadiens d'origine philippine, ont particulièrement augmenté en 2021.
  - En décembre 2021, la proportion d'immigrants très récents du principal groupe d'âge actif qui travaillaient était supérieure de près de 8 points de pourcentage à celle enregistrée en décembre 2019.
  - En décembre, l'emploi chez les Autochtones au Canada était en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.
- Les répercussions d'Omicron en janvier 2022 ont été largement ressenties. La baisse du taux d'emploi enregistré chez les membres de groupes désignés comme minorités visibles du principal groupe d'âge actif (-1,6 point de pourcentage pour s'établir à 79,8 %) était semblable à la diminution observée chez les Canadiens ne s'identifiant pas comme Autochtones et n'appartenant pas à une minorité visible (-1,5 point de pourcentage pour s'établir à 84,6 %).
- Des répercussions ont aussi été observées sur la qualité de l'emploi : en janvier 2022, les membres des groupes désignés comme minorités visibles (8,5 %) étaient plus susceptibles que les personnes n'appartenant pas à une minorité visible (6,7 %) de déclarer qu'ils prévoient quitter leur emploi au cours des 12 prochains mois, et mentionner la faible rémunération comme principale raison de leur départ.
- Au quatrième trimestre de 2021, près de la moitié des entreprises appartenant à des membres de groupes désignés comme minorités visibles (48,4 %) ont indiqué que l'absence de programmes de soutien du gouvernement aurait une incidence moyenne à élevée sur la survie de leur entreprise, comparativement au tiers de toutes les entreprises canadiennes.

Taux de chômage, selon le groupe de population désigné comme minorité visible, Canada, janvier 2022

pourcentage

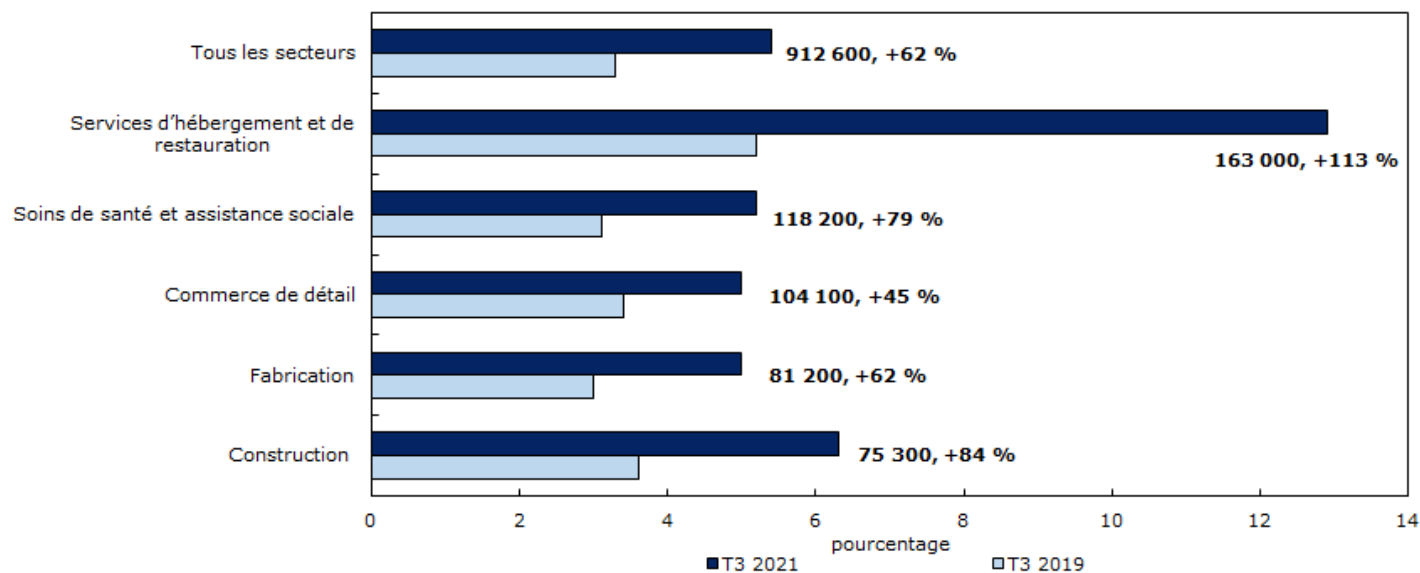


Source : Statistique Canada, totalisations spéciales.

## Les déséquilibres du marché du travail persisteront alors que les employeurs et les travailleurs continuent de s'adapter

- La demande de main-d'œuvre s'est accélérée pour atteindre des niveaux record pendant la deuxième moitié de 2021. Le nombre de postes vacants enregistré au troisième trimestre était en hausse de 60 % par rapport aux niveaux observés avant la pandémie, surtout en raison des augmentations observées dans toutes les provinces et dans la plupart des secteurs d'activité.
- Aucune « Grande Démission » n'est observée au Canada : À la fin de 2021, le nombre de **personnes quittant leur emploi** et de **personnes changeant d'emploi** est resté comparable aux niveaux observés avant la pandémie, tout comme la **proportion de chômeurs retournant travailler dans le même secteur** que leur dernier emploi occupé (environ 50 %). En janvier 2022, **moins de 1 travailleur sur 10 avait l'intention de quitter son emploi** au cours des 12 prochains mois.
- Les entreprises ajustent leurs stratégies d'embauche — les employeurs semblent diminuer les exigences en matière d'études pour attirer les travailleurs. À la fin de 2021, environ 10 % des travailleurs qui possédaient un diplôme d'études secondaires ou moins avaient récemment commencé des emplois qui exigeaient généralement une formation universitaire, en hausse par rapport à 4,0 % à la fin de 2019.
- Les entreprises ajustent leurs régimes salariaux. Au cours des deux années précédant le mois de novembre 2021, les salaires des nouveaux employés ont affiché une augmentation de **10 %**, par rapport à une hausse de **6,4 %** pour les employés établis. Au quatrième trimestre de 2021, **près de la moitié** des entreprises ont indiqué qu'elles prévoyaient augmenter les salaires des employés déjà en place au cours de la prochaine année, tandis que **le quart** prévoyait augmenter les salaires offerts aux nouveaux employés.

Taux de postes vacants, troisième trimestre de 2019 et troisième trimestre de 2021

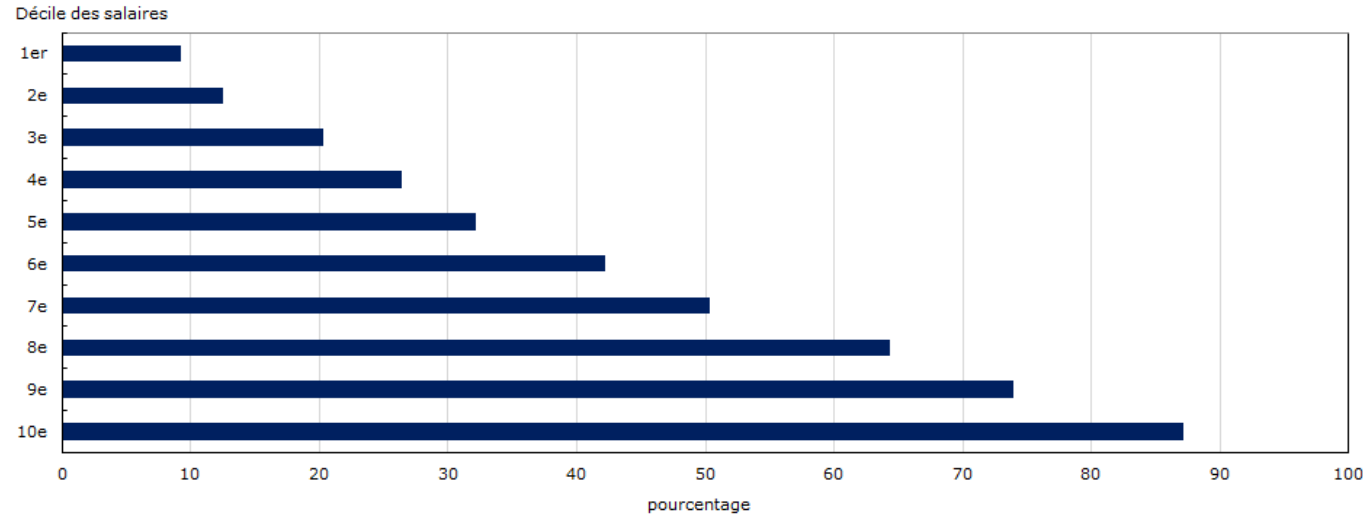


**Note :** Les chiffres en caractères gras correspondent au nombre de postes vacants déclarés au troisième trimestre de 2021 et à l'augmentation en pourcentage depuis le troisième trimestre de 2019.  
**Source :** Statistique Canada, tableau 14-10-0326-01.

## Les répercussions à plus long terme de la pandémie sur le travail risquent d'exacerber les inégalités existantes

- Environ 40 % des Canadiens occupent des emplois permanents et résistants à une pandémie, qui sont moins susceptibles d'être touchés par l'automatisation (emplois à triple protection). Des travailleurs mieux rémunérés et plus instruits sont beaucoup plus susceptibles d'occuper ces emplois.
  - Les couples de la tranche supérieure de 10 % de la répartition des revenus d'emploi étaient **environ 20 fois plus susceptibles** d'occuper un emploi à triple protection que ceux de la tranche inférieure de 10 %.
  - Les couples titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires étaient **sept fois plus susceptibles** d'occuper des emplois à triple protection que les couples n'ayant pas de diplôme d'études postsecondaires.
- Les obstacles liés à la stabilité de l'emploi et du revenu continuent de persister dans les secteurs faiblement rémunérés et ayant un niveau élevé d'interactions.
  - Bien que l'emploi total se soit redressé pour revenir à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19 en septembre 2021, au mois de décembre de la même année, le nombre d'emplois dans les services d'hébergement et de restauration est demeuré en baisse de 211 000 par rapport aux niveaux observés avant la pandémie. C'était avant les 113 000 pertes supplémentaires qui ont eu lieu en janvier 2022, lorsque des restrictions plus strictes liées à Omicron étaient en vigueur.
  - À l'inverse, l'emploi dans les services professionnels, techniques et scientifiques — un secteur où les niveaux de flexibilité en matière d'emploi et de capacité de télétravail sont parmi les plus élevés — a augmenté de 179 000 depuis le début de la pandémie.

Emplois à triple protection, selon le décile des salaires

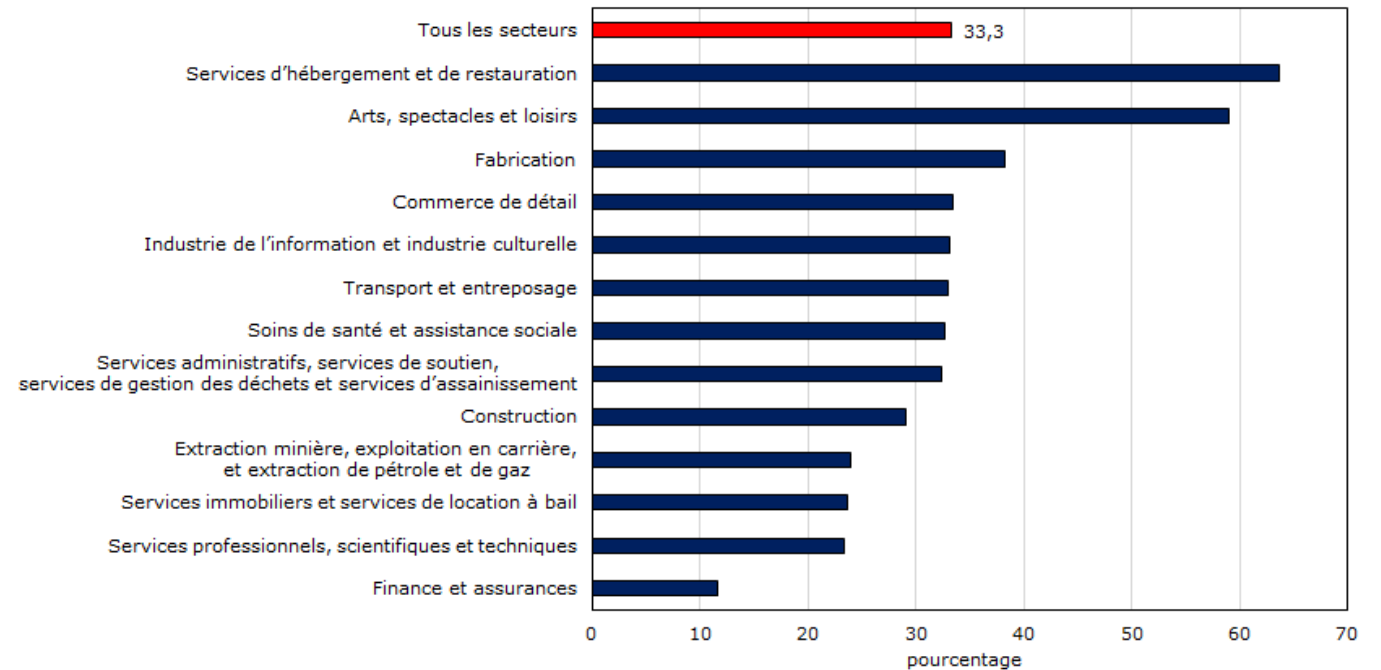


Source : Frenette, M. et R. Morissette. 2021. « La sécurité d'emploi à l'ère de l'intelligence artificielle et des pandémies potentielles ». *Rapports économiques et sociaux*. Produit n° 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada.

## Les incertitudes financières s'aggravent pour de nombreuses entreprises parallèlement à la fin des programmes de soutien d'urgence

- Les programmes d'urgence ont représenté une bouée de sauvetage essentielle pour de nombreuses entreprises pendant la pandémie. **L'insolvabilité des entreprises** est demeurée inférieure aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19, mais elle a augmenté de **37 %** au quatrième trimestre de 2021.
- Au cours du quatrième trimestre de 2021, **le tiers** des entreprises ont indiqué que l'absence de programmes de soutien du gouvernement au cours des 12 prochains mois aurait une incidence allant de moyenne à élevée sur leur survie. Cela comprend près des **deux tiers** des entreprises œuvrant dans les services d'hébergement et de restauration, et **40 %** des entreprises comptant de 5 à 19 employés.
- Environ **15 %** de toutes les entreprises ont indiqué qu'il serait très difficile de rembourser les fonds reçus des programmes de soutien gouvernemental remboursables au cours des 12 prochains mois, dont près de **40 %** de celles exerçant des activités dans les services d'hébergement et de restauration.
- Les pressions financières pourraient s'aggraver à mesure que les pressions sur les coûts continuent d'augmenter. Au quatrième trimestre, **43 %** des entreprises s'attendaient à ce que l'augmentation des coûts des intrants soit un obstacle au cours des prochains mois, dont **71 %** des fabricants et les **deux tiers** des entreprises exerçant des activités dans les services d'hébergement et de restauration.

Part des entreprises déclarant que l'absence de programmes de soutien gouvernemental au cours des 12 prochains mois aurait une incidence moyenne ou élevée sur leur survie, quatrième trimestre de 2021



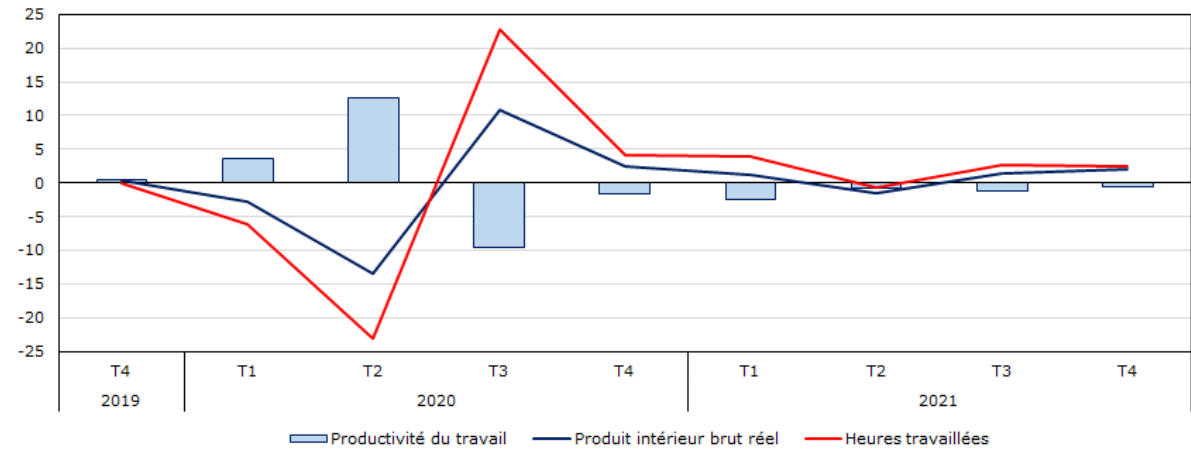
Source : Statistique Canada, tableau 33-10-0417-01.

## La question de l'incidence de la pandémie sur la compétitivité du Canada demeure ouverte

- La productivité des entreprises s'est rétablie pour revenir aux niveaux observés avant la pandémie : la forte augmentation de la productivité observée au début de la pandémie reflète, en partie, le changement survenu au chapitre des heures travaillées et la réaffectation de ressources des entreprises moins productives vers les entreprises plus productives alors que de nombreuses entreprises non essentielles ont été fermées. La productivité des entreprises a diminué depuis le milieu de 2020, alors que les entreprises non essentielles ont intensifié leurs activités.
- Dans l'ensemble, la productivité des entreprises au quatrième trimestre de 2021 était inférieure de 1,2 % aux niveaux observés à la fin de 2019.
- Les pressions sur la compétitivité des coûts augmentent : Les coûts unitaires de la main-d'œuvre dans le secteur des entreprises, qui mesurent les coûts de la main-d'œuvre nécessaire pour produire une unité de production, ont augmenté de **6,0 %** d'une année à l'autre au quatrième trimestre de 2021, et ont affiché une tendance à la hausse au cours de la pandémie.
- La reprise des investissements non résidentiels des entreprises a été lente : Les facteurs importants de la productivité et de la croissance des salaires, les dépenses en bâtiments non résidentiels, en machines et en matériel étaient encore **inférieurs de 6,2 %** aux niveaux observés avant la pandémie à la fin de 2021, et ils étaient en baisse de près du **quart** par rapport aux niveaux observés avant le choc des prix du pétrole survenu au milieu des années 2010.
- Les dépenses des entreprises en recherche et développement ont reculé au cours de la deuxième moitié de 2021 et, à la fin de l'année, elles étaient inférieures de 11 % aux niveaux observés avant la pandémie.
- Les investissements dans les technologies numériques et les répercussions à plus long terme du travail à domicile peuvent être d'importants facteurs qui affectent la compétitivité des entreprises.

### Les heures travaillées dans les entreprises canadiennes rebondissent plus fortement que la production réelle

variation trimestrielle en pourcentage



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0206-01.



## Perspectives d'avenir

- Les répercussions imprévues des restrictions liées à la COVID-19 sur la santé, ainsi que les répercussions des conditions ultérieures à la pandémie de COVID-19, se feront sentir pendant des années encore et continueront d'exercer des pressions sur les ressources en matière de soins de santé.
- Les manifestations récentes contre les restrictions liées à la pandémie témoignent de divisions croissantes entre les Canadiens, et il est difficile de prévoir les répercussions possibles à long terme sur la cohésion sociale.
- La population du Canada a augmenté presque deux fois plus vite que celle des autres pays du G7 de 2016 à 2021, principalement en raison de l'immigration ayant eu lieu avant la pandémie. La baisse de l'immigration pendant la pandémie de COVID-19, combinée aux pressions structurelles liées au vieillissement de la population, continuera d'avoir des répercussions sur les déséquilibres du marché du travail.
- Dans quelle mesure l'accélération de la transition vers l'automatisation et les technologies numériques dans les secteurs à faible salaire créera-t-elle de nouvelles occasions d'emploi?
- L'inflation élevée et la croissance modeste des salaires laissent supposer que les pressions liées à l'abordabilité vont s'aggraver à court terme, surtout si les prix des aliments et du logement continuent d'augmenter.
- Les obstacles financiers à l'acquisition d'une propriété peuvent entraîner des répercussions durables sur la mobilité sociale et économique, en particulier pour les nouveaux Canadiens et les jeunes familles.
- À mesure que les subventions salariales ciblées et que les mesures de soutien en cas de confinement se terminent, les entreprises des secteurs ayant un niveau élevé d'interactions sont confrontées à une incertitude continue, au fur et à mesure que les coûts des intrants augmentent et que les postes vacants atteignent des niveaux presque sans précédent.
- La numérisation et le travail à domicile entraîneront-ils une augmentation permanente de la productivité des entreprises?